



ESJ Social Sciences

Naouar Anisser

Enseignante-chercheure en Economie Groupe de Recherche: Gouvernance Territoriale et Développement Durable Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Tanger Université Abdelmalek Assaâdi, Maroc

Submitted: 20 November 2020

Accepted: 18 December 2020

Published: 31 December 2020

Corresponding author:

Naouar Anisser

DOI: 10.19044/esj.2020.v16n34p211



Copyright 2020 Anisser N.
Distributed under Creative Commons BY-NC-ND 4.0
OPEN ACCESS

Les Pays Pétroliers de l'Afrique Subsaharienne entre l'Impact de la COVID-19 et la Chute du Prix de Pétrole

Resume

En Afrique, la pandémie de la COVID-19 est une crise qui s'ajoute bien à d'autres crises. La faible demande extérieure, la chute brutale des prix des produits de base et le bouleversement du secteur touristique - résultant de la crise sanitaire- auraient un effet néfaste sur l'activité économique en Afrique subsaharienne dont l'économie dépend excessivement de l'exploitation du pétrole. La question de recherche que nous posons ici est de savoir ; quel est l'impact de la pandémie sur l'économie de l'Afrique subsaharienne ? et plus précisément sur les marchés pétroliers de la région ? En se basant sur l'analyse documentaire (les recherches académiques et les statistiques des organismes internationaux). Nous essayons d'analyser les principaux canaux de transmission de la crise économique dans la période de la crise sanitaire (1) ; pour examiner par la suite l'impact de la pandémie sur les marchés pétroliers africains (2). L'étude examine à la fin les principales leçons tirées et propose ainsi des recommandations (3).

Mots-clés : Afrique subsaharienne, économie africaine, exportation du pétrole, chute de prix du pétrole, COVID-19

The Oil-Producing Countries of Sub-Saharan Africa: The Impact of OVID-19 and the Fall in the Price of Oil

Naouar Anisser,

Enseignante-chercheure en Economie

Groupe de Recherche: Gouvernance Territoriale et Développement Durable

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Tanger

Université Abdelmalek Assaâdi, Maroc

Abstract

The Sars-Cov 2 pandemic is a sanitary crisis which adds other crises already heating Sub-Saharan Africa. As a result of the COVID-19 crises, the low foreign demand, the dramatic dropping of the prices commodities and the disruption of tourism would have a harmful impact on African economy which mainly depends upon the oil industry. Based on this, the research question is: what is the impact of the pandemic on the economy of sub-Saharan Africa? and more precisely on the oil markets? According to documentary analysis (academic research and statistics from international organizations), the main channels of transmission of the economic crisis in the period of the health crisis are analyzed; to subsequently examine the impact of the pandemic on African oil markets. The study also examines the main lessons learned and thus offers recommendations.

Keywords: Sub-Saharan Africa, African economy , oil exportation, Price dropping – COVID-19

Introduction

Depuis la fin de l'année 2019, le monde fait face à l'une des plus graves crises de l'histoire de l'humanité dans sa double dimension sanitaire et économique et par sa portée planétaire.

Alors que les effets à court terme de la nouvelle pandémie sur les économies mondiales se font déjà sentir et placent des millions de personnes dans une situation précaire, en Afrique subsaharienne, l'impact se fait ressentir davantage car la pandémie est combinée à un effondrement historique des prix du pétrole, exerçant, ainsi, une pression sur les budgets des États et testant la

résilience des sociétés énergétiques les plus puissantes du continent (Arezki, Nguyen, 2020).

Les experts de la banque mondiale constatent que la crise du coronavirus a mis fin à une période exceptionnelle de 25 ans de croissance économique ininterrompue dans la région. Selon les chiffres de la Banque Mondiale, l'année 2020 marque l'entrée en récession de la zone avec des taux de croissance variant entre une fourchette de -2,1% et - 5,1 %, ce qui représenterait une perte de production comprise entre 37 et 79 milliards de dollars américains, dans les cas où la pandémie de la COVID-19 serait maîtrisée d'ici fin de l'année (Banque mondiale 2020).

En effet, la situation économique de plusieurs pays de la région est presque chaotique. C'est le cas de la Nigéria, L'Angola, et la République Démocratique du Congo dont l'économie est totalement dépendante des exportations minières et pétrolières. Ces pays sont aussi caractérisés par la précarité de la plupart d'emplois, la taille importante du secteur informel (soit 89 % de l'emploi total), la couverture limitée des régimes de pension et d'assurance-chômage, et la prédominance des micros, petites et moyennes entreprises (soit 90% dans les activités d'affaires) (*African Union 2020*).

Ces problèmes auxquels fait face le continent africain ont révélé les limites de l'économie africaine et ont amplifié les risques de dépendance excessive des pays africains à l'égard d'une seule ressource naturelle comme le pétrole.

Cela signifie une pression immédiate sur les budgets des États et leur stabilité macroéconomique. En dehors de l'Afrique du Sud, les plus grandes économies du continent dépendent fortement des revenus pétroliers pour alimenter le budget de l'État et les dépenses publiques et assurer la stabilité macroéconomique. Tous les producteurs d'Afrique subsaharienne avaient budgétisé 2020 avec une référence pétrolière bien supérieure à 50 dollars, de 51 dollars en Guinée équatoriale jusqu'à 57 dollars au Nigeria (*Atlantic Council. 2020*).

Cependant, il existe des leviers sur lesquels les gouvernements du continent africain devraient s'appuyer urgemment pour endiguer les effets économiques et sociaux de cette pandémie.

Nous développons toutes ces considérations dans les lignes qui suivent, en mettant en exergue la situation économiques des principaux pays exportateurs du pétrole dans la région, dans une approche descriptive et prospective. Nous analysons par la suite l'impact de la pandémie sur le secteur énergétique en Afrique subsaharienne, particulièrement les pays dont l'économie dépend de l'exportation de l'or noir. Nous examinons à la fin les nouvelles orientations qu'il faudra suivre par les gouvernements de ces pays afin d'atténuer les effets de cette crise. Pour y arriver l'étude aborde les questions suivantes :

- Les principaux canaux de transmission de la crise économique dans la période de la COVID-19.
- Impact de la pandémie sur les marchés pétroliers africains.
- Les principales leçons tirées ainsi que les recommandations.

1. Principaux Canaux de Transmission de la Crise Economique due a la Pandemie

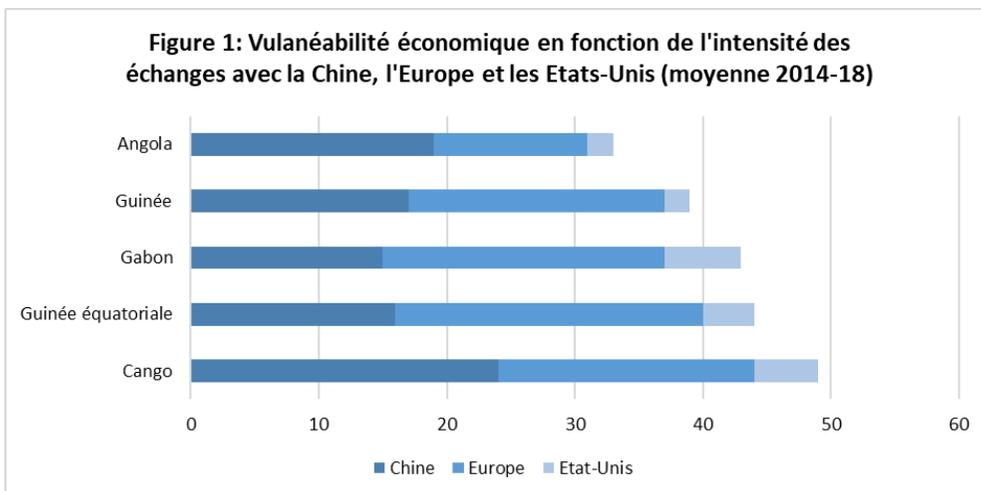
Comme partout, ailleurs, la pandémie de la COVID-19 a précipité une crise économique et sociale sans précédent en Afrique, en touchant ainsi les principaux secteurs du continent qu'on peut résumer en trois points :

1.1. Perturbation des Echanges Exterieurs et le Secteur de Tourisme

En effet, La pandémie a réduit le volume de commerce de biens et de services que les économies africaines échangent avec le reste du monde¹. Le commerce en Afrique est dominé par le pétrole, les minéraux et les produits agricoles. Le ralentissement de la demande mondiale dû à la COVID-19 devrait faire baisser la demande pour les matières premières africaines et, par conséquent, faire baisser leurs prix. En général, l'impact global de la COVID-19 sur les pays africains dépendra de la dépendance de leur économie au pétrole, selon qu'ils sont exportateurs ou importateurs nets. Les exportateurs nets de pétrole subiront une baisse considérable de leurs recettes, alors que les importateurs nets de pétrole pourraient en tirer profit.

La voie de transmission par le commerce a été évaluée dans une étude de la banque africaine de développement (BAD), en suivant l'approche de Raga et Te Veld (2020), à l'aide d'indicateurs commerciaux faisant le lien entre les pays africains et leurs principaux partenaires commerciaux (Chine, Europe et États-Unis). Les pays sont classés comme ayant une vulnérabilité aux perturbations commerciales élevée ou faible en fonction de l'intensité de leurs échanges commerciaux (ratio du commerce par rapport au PIB) avec le reste du monde. Les pays du quatrième quartile sont classés parmi ceux ayant une forte vulnérabilité ou une exposition élevée à l'impact de la COVID-19 par la voie de transmission du commerce. Dans le graphique suivant (FIGURE 1), nous nous sommes basés sur les données et les calculs de la BAD afin de déterminer les pays pétroliers de l'Afrique subsaharienne les plus vulnérables qui sont le Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon, et l'Angola.

¹ 15 % des échanges se font avec d'autres pays africains, le reste se faisant avec les autres continents. Les échanges avec l'Europe, la Chine et les États-Unis représentaient respectivement 36 %, 14 % et 6 % du commerce total de l'Afrique en 2018 (Banque africaine de développement, 2020).



Source : auteur en se basant sur les statistiques et les calculs des services internes de la Banque africaine de développement.

Note : la figure donne le ratio d'intensité des échanges commerciaux (commerce en pourcentage du PIB) des pays pétroliers de l'Afrique subsaharienne par rapport à la Chine, l'Europe et les États-Unis.

En outre, le lancement des échanges commerciaux dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine a été reporté en raison de la pandémie, ce qui retarde la concrétisation attendue de nouvelles possibilités d'exportation, d'emploi, d'investissement dans des infrastructures et de financement pour le développement de l'Afrique.

Concernant le secteur du tourisme, qui représente 8,5% du PIB du continent et qui représente le deuxième secteur touristique le plus dynamique du monde, a été paralysé par la pandémie, comme d'ailleurs les activités économiques connexes liées à l'hôtellerie, au divertissement et à la logistique.

L'Association internationale du transport aérien a estimé qu'à la fin de 2020 la baisse des voyages due à la pandémie du coronavirus pourrait se traduire par une perte de 11 % des revenus du secteur au niveau mondial, soit 63 milliards d'USD, si la propagation est limitée et jusqu'à 19 % de perte, soit 113 milliards d'USD, si la propagation se poursuit (groupe de la banque africaine, 2020). Les secteurs africains du tourisme et des voyages seront touchés, en particulier dans les pays où la contribution de ce secteur dans l'économie est importante. Les pays qui leurs recettes d'exportation dépendent fortement du tourisme seront plus vulnérables que les autres.

1.2. Declin de la Croissance Economique Mondiale

Les investissements directs étrangers (IDE), l'aide publique au développement (APD), les investissements de portefeuille et les envois de

fonds de la diaspora, qui constituent les principaux flux des capitaux vers l'Afrique se situent à leurs plus bas niveaux historiques (BAD, 2020).

Selon la même source, les flux financiers provenant des (IDE) devraient se ralentir considérablement et s'inverser en raison de la pandémie, car les investisseurs se désinvestissent, cherchent des refuges et reportent leurs investissements en raison des restrictions de voyage et de l'incertitude mondiale accrue. Les flux financiers vers l'Afrique devraient diminuer, en particulier en provenance de la Chine, qui est devenue l'un des principaux investisseurs et financeurs du développement en Afrique, par le biais des prêts souverains et privés et des investissements directs dans de multiples secteurs, tels que les infrastructures et les mines. Les prêts octroyés par la Chine à l'Afrique devraient s'inverser temporairement et pourrait cesser complètement dans le scénario pessimiste. Les pays susceptibles d'être particulièrement vulnérables à la réduction des flux financiers sont le Congo, le Liberia, les Seychelles et la Zambie, où les IDE chinois en pourcentage du PIB ont été les plus élevés entre 2014 et 2018. Les secteurs les plus vulnérables sont ceux qui reçoivent le plus d'IDE chinois : la construction, les transports (routes, chemins de fer, aéroports et ports), l'énergie et les mines.

Les envois de fonds, qui constituent une source ou un complément de revenus non négligeable pour de nombreux ménages en Afrique, devraient diminuer, ce qui aura de lourdes conséquences pour des pays tels que les Comores, la Gambie, le Lesotho, le Libéria et la Somalie, où ils représentent plus de 10 % du PIB. Selon une estimation de la Banque mondiale, les flux de ce type à destination des pays d'Afrique subsaharienne devraient diminuer de 23,1 % (37 milliards de dollars É.-U. en 2020).

En effet, le ralentissement des activités économiques dans les pays de destination des immigrants, en particulier les pays développés à cause de la pandémie a réduit les capacités d'envois de fonds des immigrés en raison des pertes d'emplois, des réductions de salaire, des dépenses liées au logement et de l'augmentation des coûts des soins de santé.

Sous l'effet combiné de la crise, on constate une dépréciation des taux de change et on s'attend à une baisse du PIB de l'Afrique. La Commission économique pour l'Afrique (ONU) prévoit une croissance de 1,1 % en fin d'année 2020 dans le meilleur des cas et une contraction de 2,6 % dans le pire, qui priverait 19 millions de personnes de leurs moyens de subsistance et compte tenu de la faiblesse des programmes de protection sociale en Afrique, ferait basculer jusqu'à 29 millions de personnes de plus dans la pauvreté. Les pays exportateurs de pétrole perdront jusqu'à 65 milliards de dollars É.-U des recettes alors que les prix du pétrole brut continuent de chuter.

1.3. Forte Baisse des Prix des Produits de Base

La pandémie a fait chuter brutalement les prix des hydrocarbures. Une catastrophe pour de nombreux pays africains, dépendants de cette manne.

Le Nigeria, premier pays producteur d'hydrocarbures du continent, est le pays le plus fragilisé par cette violente chute des prix. La production de pétrole y représente plus de la moitié des recettes publiques. Dans son budget 2020, le gouvernement avait fixé le prix du pétrole à 57 dollars le baril, avant d'assister à une plongée des prix de plus de 30% depuis le début de la crise sanitaire (*Atlantic Council, 2020*).

C'est un coup très dur pour l'économie de ce géant sortant à peine d'une période de récession, qui plombait son économie depuis 2016, à la suite d'une crise déjà liée à la chute des cours du pétrole².

L'Angola, deuxième pays producteur d'or noir sur le continent, connaît également une situation économique fragile, car très dépendant de la manne pétrolière. Les exportations d'hydrocarbures représentent un peu plus de 70% des recettes de ce pays qui, comme le Nigeria, a connu une récession, à la suite de la même chute des prix du baril de pétrole en 2015. Le pays comptait sur une reprise économique avec une hausse modérée des prix du baril. Ce contre-choc pétrolier, accompagnant la crise sanitaire, intervient au pire moment pour un pays économiquement exsangue (*Atlantic Council, 2020*).

La situation des petits producteurs n'est pas très différente de celle des poids lourds de la région, les producteurs comme le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad produisent jusqu'à dix fois moins que le Nigeria, mais les hydrocarbures occupent une place presque aussi importante dans leurs finances publiques en raison de la petite taille de leurs économies.

En revanche, ces pays connaissent des réalités politiques très différentes.

En Guinée équatoriale, la plus grande part de la population n'a pas vraiment vu les avantages du pétrole et, crise ou pas crise, ils ne les verront pas (Augé, 2020).

En revanche, le Gabon compte près de 100 000 fonctionnaires pour 2 millions d'habitants, et une réduction du train de vie de l'État va avoir des conséquences dramatiques pour la population (BAD, 2020).

Bien qu'ils ne soient pas à l'abri des conséquences économiques de cette pandémie, les importateurs nets d'énergie du continent souffriront moins des effets directs de la faiblesse des prix du pétrole. Les pays qui ne dépendent pas des exportations d'énergie ne souffriront pas directement de la chute des

² Le Nigeria avait déjà du mal à voir sa croissance repartir après avoir traversé en 2016-2017 une récession majeure, causée par la chute des cours mondiaux du brut. Cette nouvelle chute annoncée des recettes pétrolières intervient au moment où le pays connaît une grave crise de sa dette.

prix du pétrole. En outre, ceux qui s'approvisionnent à l'étranger verront dans leur bilan certains avantages de la baisse des prix du pétrole.

Dès lors, le choc du COVID-19, et l'effondrement des cours de pétrole qui en résulte, entraîneront une forte détérioration en termes des échanges de produits de base des pays pétroliers africains. Cette détérioration se traduira par la réduction des recettes d'exportation et contribuera à creuser davantage les déficits de la balance courante et du budget des États concernés.

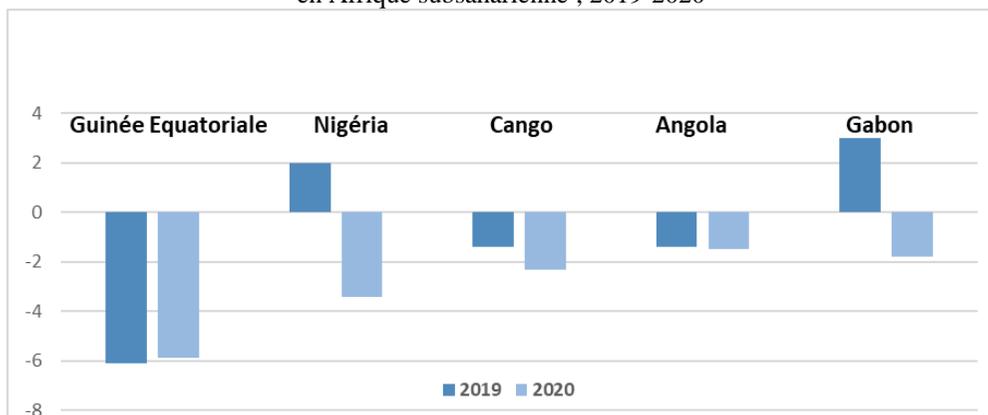
Ce point sera plus développé dans la section suivante qui porte sur l'impact de l'épidémie sur le secteur du pétrole en Afrique subsaharienne.

2. Impact de COVID-19 sur les marchés pétroliers africains

La crise sanitaire qui paralyse l'économie mondiale a fait chuter la consommation de pétrole et entraîné le plongeon des cours de l'or noir. Malgré une légère remontée dernièrement, à environ 30 dollars le baril de Brent, ils restent très loin des prix retenus par les pays producteurs pour le calcul de leur budget. Et même s'il est encore tôt d'analyser l'impact de la pandémie sur le secteur énergétique en Afrique, Le choc du COVID-19 a déjà marqué ses effets particulièrement en Angola et au Nigeria, où les produits énergétiques représentent respectivement 88% et 76% des recettes d'exportation, et où les prix du pétrole budgétisés sont respectivement de 55 et 57 dollars par baril pour 2020.

En effet, ces principaux exportateurs d'énergie du continent africain qui tirent une part importante du PIB et des recettes de la vente d'hydrocarbures - ont déjà ressenti l'impact de la chute des prix (FIGURE 2). Avec des budgets annuels basés sur la hausse des prix du pétrole, les gouvernements de ces pays ont dû envisager de réduire leurs dépenses ou d'obtenir des fonds supplémentaires pour s'adapter à la baisse des recettes.

Figure 2 : Taux de croissance du PIB réel dans les principaux pays exportateurs de pétrole en Afrique subsaharienne ; 2019-2020



Source : FMI (2020)

A peine sorti d'une crise, le Nigéria, le plus grand producteur de pétrole d'Afrique avec une production d'environ 2 millions de barils par jour, le pétrole représente environ 10 % du PIB du pays, ainsi que 57 % des recettes publiques et plus de 80 % des exportations, ce qui signifie que toute baisse des recettes d'exportation pourrait avoir des effets néfastes sur l'ensemble de l'économie. Ce pays risque d'entrer dans une nouvelle période de récession. Le taux de croissance de PIB risque, ainsi, de chuter à -3,4%, en fin 2020, selon les prévisions du FMI, soit le niveau le plus bas jamais enregistré ces 10 dernières années (FMI, 2020b).

Selon la Commission économique de l'Afrique (CEA), les pertes des revenus des combustibles africains sont évaluées à environ 65 milliards de dollars, dont une grande partie sera supportées par le Nigeria. La même commission estime, selon deux scénarios, que l'impact de la COVID-19 sur les revenus du Nigeria provenant des exportations de pétrole se traduirait par une baisse de 14 à 19,2 milliards de dollars, ce qui exercerait une pression accrue à la fois sur les recettes budgétaires du Nigeria et sur le naira (la monnaie du pays). En outre, en l'absence de mesures d'assainissement des finances publiques, cette baisse des recettes risque de conduire à l'accroissement du niveau d'endettement de ces pays (BAD, 2020).

En effet, le fort déséquilibre entre l'offre et la demande du pétrole a conduit le Nigeria, à titre d'exemple, à réduire ses prix du pétrole jusqu'à 30 dollars le baril, pour attirer davantage d'acheteurs, et portant l'offre continue de dépasser largement la demande de brut, et le Nigeria risque de manquer rapidement d'espace de stockage (Bloomberg, 2020).

Il en va de même pour l'Angola, le deuxième producteur africain- en récession constante depuis 2016 - verrait sa croissance économique chuter à -1,4%, en 2020, contre -1,5%, en 2019. Le prix du pétrole à 30 dollars

entraînerait une perte de revenus de près de 13 milliards de dollars, soit 13% du PIB. Parallèlement à cela, l'Angola est également confronté à une réduction de près de 9% de sa production de pétrole depuis 2018, en raison du vieillissement des infrastructures pétrolières et de la faible performance des nouveaux gisements (Augé, 2020).

Ces impacts économiques se répercuteront sur d'autres économies de la région dépendantes du pétrole, comme la République du Congo, la Guinée Equatoriale et le Tchad, où la baisse des prix du pétrole contribuera à la détérioration de la situation budgétaire (Union Africaine, 2020). Ces pays pourraient connaître des pertes de près de 10% de leur PIB en raison de la crise actuelle.

Au Congo, troisième producteur subsaharien, où le pétrole représente 58,6 % du PIB, pourrait être le plus touché, avec une perte représentant 34% de son PIB, dans un pays où le ratio dette / PIB est déjà de l'ordre de 90%.

Au Ghana, le Centre africain pour la politique énergétique (ACEP) estime une perte de revenus potentielle de 53% à 743 millions de dollars au lieu des 1,567 milliard de dollars que le pays pensait recevoir cette année.

En outre, l'impact à long terme du COVID-19 se joue en ce moment, alors que les programmes d'exploration sont suspendus. Beaucoup de projets ont été reportés³ ce qui causera une crise sans précédent, Les économies africaines exportatrices de combustibles risquent de déplorer une perte d'investissements dans des projets pétroliers allant jusqu'à 10 milliards de dollars (Rystad, 2020)⁴.

3. Leçons Tires et Recommandations

Cette pandémie a révélé des leçons précieuses sur l'ensemble du continent africain, particulièrement les pays subsahariens dont leur économie dépend entièrement de l'exportation du pétrole.

Aujourd'hui, ces pays devraient se rendre compte de l'importance de diversifier leur économie afin de faire face à toute chute spectaculaire dans les prix de pétrole ou face à toute autre crise sanitaire, l'objectif devrait être l'amélioration de la productivité et la croissance tout en favorisant une économie plus résistante aux chocs exogènes.

³Les pays qui devraient être particulièrement touchés sont l'Ouganda, où le projet Tilenga, exploité par Total et Tullow Oil, est menacé, ainsi que l'Angola et le Kenya. Au Ghana, Aker Energy a annoncé le report du développement de son champ de Pecan jusqu'à nouvel ordre, en raison de l'apparition du COVID-19. Certains dispositifs de couverture des prix du pétrole (et du gaz) pourraient également être mis sous pression et les acheteurs pourraient chercher à retarder ou à suspendre les livraisons, pour tenter de renégocier des contrats à un prix inférieur (Blazquez-Lopez, 2020).

⁴ Le groupe de recherche Rystad Energy estime que les délais pour les décisions d'investissement pré-finales des projets en Afrique pourraient entraîner une baisse de 200 000 barils par jour (bpj) de la production de pétrole entre 2021 et 2025.

L'épidémie est une occasion aussi pour réformer leur tarification de l'énergie et de revoir leurs méthodes de fixation des prix intérieurs des combustibles afin de réduire les subventions à ces produits, d'augmenter les taxes et de dépolitiser la fixation des prix à moyen terme.

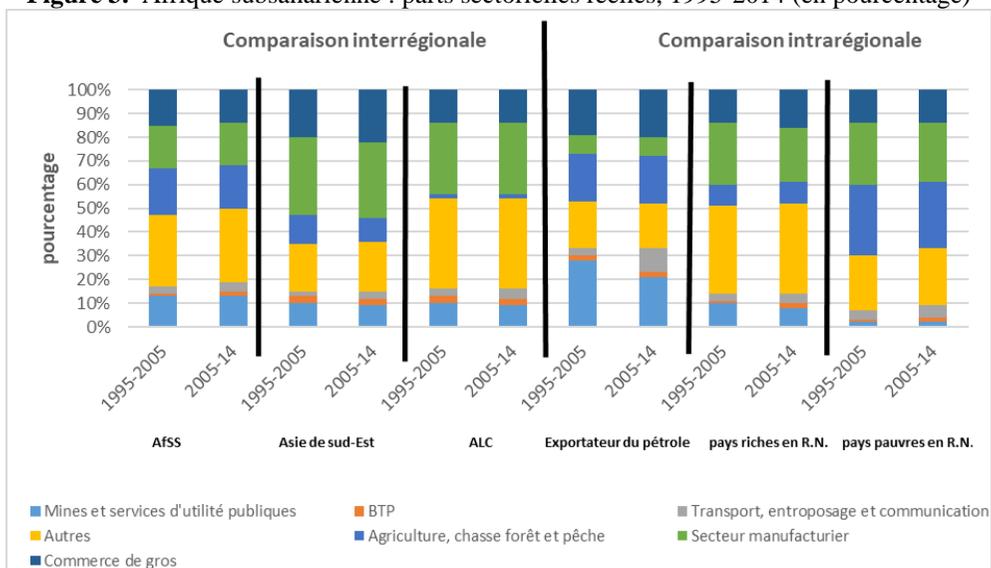
En effet, les producteurs du pétrole d'Afrique subsaharienne, qui avaient promis de réformer leur économie lors des précédents plongeons des cours du brut sont de nouveau vulnérables à la chute spectaculaire provoquée par la pandémie de COVID-19. Ce sont surtout des pays qui ont une économie peu diversifiée et dépend quasi-totalement du pétrole.

3.1. Transformation Economique Structurelle et Diversification des Exportations

En Afrique subsaharienne, la diversification économique a été lente dans les pays exportateurs du pétrole à une époque où ils ont bénéficié de la découverte de nouveaux gisements et du niveau élevé des cours du pétrole. Les pays exploitant d'autres ressources naturelles et ceux qui en sont dépourvus ont fait mieux, certains ayant même enregistré des poussées de croissance plus importantes.

Cependant, par rapport à ce qui est observé dans d'autres régions, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne dépendent plus du secteur primaire et le secteur manufacturier occupe une place plus modeste. La part du secteur primaire dans le PIB réel de l'Afrique subsaharienne est importante, tandis que celle du secteur manufacturier est généralement plus faible et celle des services plus grande, en particulier par rapport à l'Asie du Sud-Est (FIGURE 3).

Figure 3. Afrique subsaharienne : parts sectorielles réelles, 1995-2014 (en pourcentage)



Source : Statistiques des Nations Unies, calculs des services du FMI.

Note : AfSS= Afrique Subsaharienne ; ALC=Amériques latines et caraïbe, R.N.= Ressources Naturelles.

Au sein de l’Afrique subsaharienne, les tendances varient en fonction des groupes de pays. Chez les exportateurs de pétrole, faisant objet de cet article, l’exploitation minière et la fourniture de ressources énergétiques représentent une part importante du PIB, tandis que le secteur manufacturier est moins développé que dans le reste de la région. Le commerce de gros, la distribution, l’hôtellerie–restauration, ainsi que le secteur des transports, du stockage et de la communication ont connu une expansion au cours des deux dernières décennies.

Par conséquent, les pays, en particulier ceux qui sont les plus vulnérables aux crises sanitaires et économiques, doivent mettre en œuvre, dans une approche progressive, des politiques et des stratégies fondées sur des données probantes favorisant la diversité économique.

L'une de ces stratégies est l'inclusion financière qui favorise le développement économique en permettant à une part croissante des ménages et des PME d’accéder à une large palette de services financiers pour un coût raisonnable. Ce qui constitue un enjeu majeur, dans la mesure où elle favorise l’épargne et l’accumulation du capital et qu’il permet d’assurer une allocation optimale des capitaux, le développement financier peut donc contribuer à une accélération de la croissance et à une réduction de la pauvreté (Beck *et al.*, 2011).

Selon une étude faite par Findex et *World Development Indicators*, Banque mondiale, l’inclusion financière reste faible en AfSS comme c’est le cas pour le développement financier. Afin de remédier ce retard, les stratégies

d'inclusion financière doivent s'appuyer sur les bonnes pratiques identifiées au niveau international (*Global Partnership for Financial Inclusion*) notamment sur le renforcement de la concurrence, l'utilisation de l'innovation technologique pour surmonter les infrastructures déficientes et le principe de proportionnalité.

L'inclusion financière doit être donc accompagnée par une révolution numérique favorisant l'intégration des marchés et des activités de production à un coût de transaction beaucoup plus faible.

Les plateformes numériques peuvent également stimuler la productivité agricole grâce à des paiements rapides pour les produits, au partage d'informations et aux activités agro-industrielles. La recherche et l'innovation doivent jouer ainsi un rôle essentiel dans le renforcement de la résilience économique. En effet, Les pays africains ont la possibilité de tirer profit de la révolution numérique qui est en train de prendre racine sur le continent et de s'adapter aux réalités des changements rendus urgents par la pandémie. Ils devraient pour cela investir dans l'accès à Internet, l'administration, l'apprentissage, la justice, le commerce et la santé en ligne de façon à renforcer leur efficacité et leur efficience et à permettre à un plus grand nombre d'Africains de profiter des possibilités offertes.

Une autre stratégie consiste à supprimer les obstacles restrictifs au commerce, notamment intra-africain, ainsi qu'au commerce avec d'autres régions. Les obstacles au commerce comprennent des politiques d'importation et d'exportation lourdes, des taxes commerciales et des procédures douanières compliquées. L'intégration commerciale peut ouvrir de nouveaux marchés et débouchés.

En outre, l'augmentation de la fabrication locale, notamment par les agro-industries, permettra de remédier aux perturbations causées par une dépendance excessive à l'égard des importations de denrées alimentaires en provenance de l'extérieur du continent. Chaque pays peut optimiser son avantage comparatif et son expertise.

Le renforcement des capacités institutionnelles et le recours aux ressources renouvelables sont des mesures que les pays peuvent prendre. Les énergies renouvelables contribueront à réduire l'exploitation des matières premières utilisées pour produire de l'énergie par les centrales électriques au gaz et au pétrole.

Ces stratégies nécessitent une augmentation des investissements et une injection de capitaux- du secteur privé, du secteur public et des investissements directs étrangers - dans une série de développements économiques et infrastructurels qui réduiront les coûts de transaction et offriront un espace au secteur privé pour réaliser des bénéfices. L'accès au crédit ouvre également la voie à l'investissement, y compris dans des filières et des activités nouvelles.

Toutefois, les politiques destinées à diversifier l'économie dépendent du contexte national. La stabilité économique et politique et l'existence d'infrastructures et superstructures propices offrent au secteur privé les bases qui lui permet d'évoluer avec certitude et de tirer profit de nouvelles opportunités. La transformation structurelle devrait être donc un processus progressif qui passe nécessairement par des politiques inscrites dans le long terme, afin de faire face à tout autre choc en avenir.

3.2. Fixation des Prix des Combustibles

La chute des cours de pétrole en 2014 a eu un impact important sur le secteur du pétrole et du gaz en Afrique où plusieurs projets pétroliers et gaziers ont été soit arrêtés, soit annulés. Cela a, ainsi, eu de graves répercussions sur les économies du continent dépendantes du pétrole qui ont connu un ralentissement de la croissance économique et un resserrement des recettes publiques. Six ans plus tard, une nouvelle crise se profile. Des perturbations généralisées provoquées par la pandémie du COVID-19 ont déclenché une baisse importante de la consommation d'énergie à l'échelle mondiale qui a fortement touché les marchés pétroliers. Cette nouvelle crise est une occasion pour les pays d'Afrique subsaharienne afin de revoir leurs méthodes de fixation des prix et de dépolitiser ses mécanismes. Ces mécanismes, dont le fonctionnement obéit à des règles, peuvent contribuer à réduire le risque de remise en cause des réformes. En plus des mécanismes de fixation automatique des prix⁵, mis en place par des organes indépendants ne subissant aucune pression politique, il est possible d'adopter des règles de lissage afin d'éviter des hausses importantes des prix intérieurs, tout en garantissant une répercussion graduelle et entière des variations des prix internationaux à moyen terme. Tout plan visant à libéraliser les marchés devrait être minutieusement élaboré et s'accompagner de mesures garantissant la compétitivité du marché de l'offre et des mécanismes de fixation des prix.

Par le passé, plusieurs pays sont parvenus à adopter et mettre en place des mécanismes de fixation automatique des prix des combustibles, qui évitent que le budget ne soit soumis aux variations des prix internationaux du pétrole. Parmi eux se trouvent les Émirats arabes unis, la Chine, le Kenya, le Mexique, le Mozambique, le Népal et la Maurice. D'autres pays, comme l'Inde, les

⁵ Les prix sont généralement revus à intervalles réguliers (sur base mensuelle ou trimestrielle par exemple) et ces ajustements peuvent s'accompagner de règles de lissage formelles visant à éviter des variations de prix importantes à court terme mais à garantir la répercussion des prix à moyen terme (Coady et al., 2012). Par exemple, les coûts d'approvisionnement peuvent être calculés à partir de la moyenne des derniers mois, ou les variations des prix intérieurs peuvent être limitées.

Philippines, et le Maroc⁶ (Abdelah et al., 2018) ont libéralisé les prix des principaux produits pétroliers dans le cadre d'un processus de réforme progressif⁷. D'autres réformes récentes montrent comment les gouvernements peuvent tirer parti d'une baisse des prix de pétrole et agir rapidement pour supprimer les subventions aux combustibles et réformer leur approche globale de la fixation des prix.

3.3. Réformer la Tarification de L'énergie

Etant donné les difficultés budgétaires imputables à l'effondrement des prix internationaux de pétrole en 2014 qui ont attiré l'attention sur la nécessité de réformer les méthodes de fixation des prix de l'énergie dans les pays émergents et les pays en développement exportateurs de pétrole (FMI, 2017 ; Banque mondiale, 2020), la nouvelle crise sanitaire causée par le nouveau virus confirme encore une fois l'obligation de réformer un secteur qui reste très fragile face aux fluctuations internationales.

Toutefois, il n'y a pas une solution unique permettant de répondre à toutes les difficultés rencontrées dans le cadre d'une réforme, l'expérience des pays indique qu'il convient de penser rigoureusement à la suppression des subventions, en tenant compte des six facteurs clés ci-après dont dépend la réussite et la durabilité des réformes (Clements et al., 2013 ; Coady, Parry & Shang, 2018 ; FMI, 2019) :

Un programme de réforme doit être soigneusement préparé : avec la définition des objectifs clairs à long terme, les problématiques ainsi que les solutions proposées en corrélation avec les parties prenantes.

Une communication claire⁸ sur le montant des subventions énergétiques et leurs bénéficiaires, tout au long de processus de réforme⁹ : Il s'agit d'informer le public de montant des subventions à l'énergie ou du manque à gagner fiscal, de leur incidence néfaste, sur les inégalités et une croissance à forte intensité de travail, ainsi que sur le budget de l'État et son affectation aux dépenses prioritaires sur le plan social et des infrastructures, et de la nécessité de respecter les engagements pris concernant le climat.

⁶ Le Maroc après mis en œuvre le mécanisme de fixation automatique des prix et évité le rétablissement des subventions de 2015, le gouvernement a entièrement libéralisé les prix de vente de tous les produits pétrolier en 2018.

⁷ Voir Coady, Parry & Shang, 2018 (Tableau 1) pour des informations détaillées.

⁸ Le Maroc est un exemple à suivre pour emporter l'adhésion du public aux réformes. Il était essentiel de garantir une bonne communication entre les ministères, notamment les équipes travaillant sur les aspects techniques de la réforme, et la coordination de toutes les parties prenantes.

⁹ En 2003, le Ghana a commandé une étude indépendante dont les constats en matière de coûts et de bénéficiaires ont été rendus publics avant d'entreprendre la suppression des subventions.

La suppression progressive des subventions¹⁰ : cela laisse du temps aux consommateurs pour ajuster leur consommation d'énergie et au gouvernement pour mettre en place des filets de sécurité appropriés pour atténuer l'impact sur les groupes les plus pauvres.

La rationalisation des entreprises publiques : contribuera à réduire le coût des subventions et les augmentations tarifaires. La promotion des échanges énergétiques entre les pays d'Afrique, qui peut aussi encourager la production d'énergie renouvelable, pourrait également réduire les coûts des subventions.

La mise en place des mesures de compensation pour protéger les plus pauvres : Il est essentiel que les ménages qui souffrent gravement de la suppression des subventions à l'énergie (en particulier les ménages à faible revenu) reçoivent une compensation¹¹ afin de ne pas aggraver la pauvreté et de conserver intact l'appui aux réformes. Les autorités doivent communiquer et mettre en œuvre ces mesures au tout début du processus de réforme afin d'en consolider la crédibilité.

Enfin, il semble important de **dépolitiser la fixation des prix de l'énergie** pour pérenniser les réformes. A cette fin, certains pays africains ont introduit des mécanismes d'ajustement des prix de l'énergie dont le fonctionnement obéit à des règles qui peuvent contribuer à réduire le risque de remise en cause des réformes.

En somme, la réforme des subventions énergétiques est un défi politique crucial, indispensable pour réaliser le potentiel de croissance de l'Afrique, étant donné les importants bénéfices, son élaboration exige l'appui de l'ensemble des pouvoirs publics et de la société. Au-delà de la création d'un espace budgétaire, la mise en œuvre d'une réforme de la déréglementation des prix des combustibles présente d'importants avantages économiques, sociaux et environnementaux.

L'investissement dans le domaine social et la création d'emplois : La création de l'espace budgétaire supplémentaire grâce à la nouvelle réforme permet d'investir dans le domaine social (santé et éducation) et dans le domaine des infrastructures, et ainsi de promouvoir une croissance inclusive (Clements et al., 2013), ce qui conduit à la réduction de la pauvreté et les inégalités (Abdallah et al., 2015). A cet effet, la réorientation des ressources allouées aux branches d'activité à forte intensité de capital (qui sont généralement grosses consommatrices d'énergie) vers des branches à forte intensité de compétences (qui sont aussi à forte intensité de main d'œuvre)

10 Une suppression progressive des subventions a de plus grandes chances de succès, surtout si les subventions sont importantes ou sont en place depuis longtemps.

¹¹ Au Nigeria par exemple, une fraction des économies tirées du programme de 2012 de réduction des subventions sur les carburants est affectée à des programmes de transfert conditionnel pour les femmes enceintes.

favorise la création d'emplois et permet de réduire les taux de chômage persistants et élevés (Mundaca, 2017)¹².

La promotion des investissements dans les énergies renouvelables : A l'instar de la plupart des projets d'infrastructure, les projets d'énergie renouvelable nécessitent d'importantes ressources financières et une longue période de construction et de retour sur investissement. Mobiliser des fonds pouvant être investis dans de tels projets demeure un défi de taille pour l'Afrique¹³.

Les avantages environnementaux : D'un point de vue environnemental, les subventions aux combustibles fossiles encouragent le gaspillage, découragent l'investissement dans les économies d'énergie et faussent les règles du jeu pour les énergies renouvelables. Selon Coady et al., (2019), la suppression des subventions aux combustibles et la mise en place d'un régime efficace de fixation des prix permettraient considérablement de réduire les émissions de CO₂. Mais ces réformes ont aussi des retombées non négligeables au niveau national, comme la réduction du nombre de décès prématurés liés à la pollution de l'air¹⁴.

Conclusion

Si la pandémie met en évidence les faiblesses structurelles de l'économie des Etats africains subsahariens, c'est une occasion aussi pour repenser les processus de développement dans la région.

Les leçons tirées d'autres expériences dans le passé ont montré l'importance de la stratégie et la nécessité d'une réforme durable du secteur de combustible porteuse d'avantage budgétaires et de gains d'efficacité, avec la dépolitisation de processus de fixation des prix toute en levant le pouvoir discrétionnaire des autorités en la matière.

¹² Dans son ouvrage, Mundaca (2017) étudie les effets de la réforme des subventions aux combustibles fossiles sur la croissance économique et montre qu'un pays qui choisit de mettre en place de telles subventions, puis de les supprimer ou de les réduire, a une croissance du PIB par habitant et des niveaux d'emploi supérieurs. Ces effets se font plus fortement sentir dans les pays qui proposent des subventions élevées dès le départ, comme les pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, où une diminution des subventions à hauteur de 0,20 dollars américains par litre de gazoil et de diesel a fait augmenter la croissance du PIB par habitant d'environ 0,5 % et 0,3 %, respectivement.

¹³ En Afrique, les énergies renouvelables sont principalement utilisées pour la production d'électricité, leur rôle dans les secteurs du transport et de la production de chaleur étant encore minime (WEC, 1998 ; Handerson, 2007 ; Brown et al, 2012).

¹⁴ Selon Coady et al. (2019), la suppression des subventions aux combustibles fossiles et la mise en place d'un régime efficace de fixation des prix efficace auraient des retombées non négligeables sur l'environnement au niveau national et mondial : elle permettrait de réduire de 28 % les émissions de CO₂ et d'environ 46 % les décès prématurés liés à la pollution de l'air à l'échelle mondiale. Environ 80 % de ces retombées positives sur l'environnement seraient imputables à une tarification efficace du charbon.

En tirant parti de la situation actuelle de la pandémie du coronavirus pour mettre en place des réformes, les décideurs devraient consolider leurs stratégies de sortie de cette crise et pousser les bases de la mise en œuvre des réformes plus ambitieuses, qui requiert une approche globale et une bonne communication permettant de lier les éléments de réforme à des bienfaits économiques et sociaux clairs et crédibles. Les pays africains exportateurs du pétrole devraient prendre compte aussi de l'importance d'une transformation structurelle de leur économie et une diversification des exportations afin de faire face à toute chute imprévisible du prix du pétrole ou tous chocs exogènes.

References:

1. African Union. 2020. Impact of The Coronavirus (COVID 19) On The African Economy.
2. Atlantic Council. 2020. Tough times ahead for African oil producers.
3. Arezki, R., R. Yuting Fan, R. & Nguyen, H. (2020) « *Growth Spillovers within the Middle East and North Africa and Beyond: Oil Exporters and Importers are Swinging Together* », Banque mondiale, Washington, Miméographié.
4. Arezki, R. & Nguyen, H. (2020). Faire face à un double choc : COVID-19 et prix du pétrole . Banque mondiale.
5. Augé, B. 2020. Coronavirus : un nouveau désastre à prévoir pour les pays pétroliers du golfe de Guinée. Policy Brief, Policy Center for the New South.
6. Banque africaine de Développement. 2020. Perspectives économiques en Afrique 2020- Former la main-d'œuvre africaine de demain.
7. Banque africaine de développement. 2020a. *Perspectives économiques en Afrique 2020*. Abidjan : Banque africaine de développement. <https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-aeo-2019-french-version>.
8. Beck T., Maimbo S. M., Faye I. & Triki T. (2011), Financing Africa: Through the Crisis and Beyond, World Bank.
9. Bloomberg. 2020. Nigeria's Banner Oil Hits \$12, Millions of Barrels Remain Unsold. Retrieved from: <https://www.bloomberqint.com/business/nigeria-s-banner-oil-hits-12-millions-of-barrels-remain-unsold> on 22 April 2020.
10. Benedict, C., Coady, D., Fabrizio, S., Gupta, S., Alleyne, T., Sdrlevich, C., & autres, 2013, "Energy Subsidy Reform: Lessons and Implications," IMF Policy Paper (Washington: International Monetary Fund).
11. Chadi, A., Coady, D., Gupta, S. & Hanedar, E. (2015) «*The Quest for the Holy Grail: Efficient and Equitable Fiscal Consolidation in India*» in Inequality and Fiscal Policy, ed. by Benedict Clements, Ruud A. de

- Mooij, Sanjeev Gupta, and Michael Keen (Washington : International Monetary Fund).
12. Chadi, A. & Kpodar, K. (2017) «*Dynamic Fuel Price Pass-through: Evidence from a New Global Retail Fuel Price Database*» Energy Economics, Vol. 66, pp. 303–12.
 13. Banque mondiale. 2020. La pandémie du Covid-19 (coronavirus) entraîne l’Afrique subsaharienne vers sa première récession depuis 25 ans. Communiqué de presse.
 14. Coady, D., Lan P., & Baoping, C. (2018) “Energy Price Reforms: Lessons for Policymakers,” Review of Environmental Economics and Policy, Vol. 12, No. 2, pp. 197-219.
 15. Coady, D., Lan P., Nghia-Piotr L., & Baoping S., (2019), “*Global Fossil Fuel Subsidies Remain Large: An Update Based on Country-Level Estimates*,” IMF Working Paper No. 19/89 (Washington: International Monetary Fund).
 16. Global Financial Inclusion (Finindex) est disponible à l’adresse http://data.worldbank.org/data-catalog/financial_inclusion.
 17. Global Financial Development est disponible à l’adresse : <http://data.worldbank.org/data-catalog/global-financial-development>.
 18. Raga & Veld, T. (2020). Economic vulnerabilities to health pandemics : Which countries are most vulnerable to the impact of coronavirus. ODI. [https://set.odi.org/wp-content/uploads/2020/02/Economic-Vulnerability .pdf](https://set.odi.org/wp-content/uploads/2020/02/Economic-Vulnerability.pdf). [Consulté le 30 Juillet 2020.]
 19. Rystad. (2020). It Was Time for Africa: Now COVID-19 And Cheap Oil Are Set to Hit New Projects and Slash State Budgets.